

Questions orales

qu'on ne nous a pas proposé grand-chose de très constructif comme solution aux graves problèmes soulevés par les premiers ministres des provinces. Si le ministre des Finances a entamé des consultations, c'est notamment pour discuter de questions économiques et voir s'il y avait des propositions intéressantes. Jusqu'à maintenant, elles se résument à peu de chose.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, les fermetures d'usine privent de leur emploi des milliers de travailleurs spécialisés, comme je l'ai dit. Il y a par exemple les 500 travailleurs de Kelsey, à Windsor, qui est partie à une transaction aux termes de laquelle Varsity Corporation versera 15 millions de dollars au gouvernement.

Je le demande au vice-premier ministre, le gouvernement utilisera-t-il cet argent pour créer un nouveau fonds de développement économique afin d'aider le secteur privé à remplacer les emplois que les fermetures d'usines font disparaître dans des villes comme Windsor et tant d'autres localités partout au Canada? Est-il disposé à prendre au moins cette modeste première mesure pour commencer à réparer le tort qu'il fait subir quotidiennement à l'économie, aux travailleurs et aux familles?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le leader de l'opposition pourrait pousser à la roue en amenant le Sénat à adopter le train de mesures financières du gouvernement. Cela lui ferait beaucoup de bien, ainsi qu'à son parti et à notre pays.

Des voix: Bravo!

• (1420)

M. Mazankowski: Monsieur le Président, le député était à la Chambre lorsque le ministre d'État à l'Industrie, aux Sciences et à la Technologie a énuméré les investissements et les nouvelles initiatives qui créeront de l'emploi à Windsor et dans les environs. . . Il y a une chose qu'il ne faut pas oublier, et le député en est conscient, car il a connu des expériences semblables, s'étant occupé de rajustements et de restructuration dans le secteur de la fabrication. Ces rajustements et cette restructuration se font en ce moment, mais ils s'accompagnent d'investissements massifs de Ford, de General Motors et d'autres fabricants d'automobiles qui améliorent leurs moyens de production de manière à pouvoir

livrer concurrence dans les années 90 et au début du XXI^e siècle.

* * *

[Français]

LES TAUX D'INTÉRÊT

M. Douglas Young (Acadie—Bathurst): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné que le premier ministre suppléant nous dit que les premiers ministres n'ont en rien contribué au débat sur l'économie du Canada, étant donné que le taux de chômage continue de grimper, que les faillites ne cessent de s'accroître, est-ce que le ministre des Finances est toujours d'accord, est-ce qu'il appuie toujours la politique du gouverneur de la Banque du Canada, M. Crow, qui insiste, qui continue d'imposer des taux d'intérêt trop élevés aux Canadiens. Est-ce qu'il est toujours d'accord avec une politique qui nous amène dans une récession?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je répète à l'intention de mon ami les raisons qui justifient la politique soutenue de taux d'intérêt élevés.

Nous avons traversé une période où la croissance de l'économie a été plus rapide que sa capacité à absorber cette croissance. Il en est résulté les pressions inflationnistes des années 1987, 1988 et 1989, dont il subsiste encore aujourd'hui certains éléments. Les coûts unitaires de main-d'œuvre augmentent à un rythme de plus de 6,5 p. 100. Le taux équivalent se situe à 5 p. 100 aux États-Unis et à près de 4 p. 100 ailleurs dans d'autres pays comme le Japon et l'Allemagne. Il est crucial de maîtriser ces tensions inflationnistes. Nous nous y employons.

L'indice des prix à la consommation s'est établi à des niveaux raisonnables ces derniers mois. Nous nous inquiétons des fluctuations qu'il pourrait subir au cours des prochains mois à cause des pressions que la crise dans le golfe exercera sur les cours pétroliers, mais nous espérons que les taux d'intérêt vont continuer de baisser comme nous l'avons vu cet été. Tout dépendra, toutefois, des difficultés concernant le prix du pétrole.

C'est la direction que nous suivons, et nous sommes convaincus que les politiques que nous appliquons donnent de bons résultats.